

La menace réelle d'une dictature ide

Dans les pays occidentaux, la liberté d'opinion est toujours plus restreinte, au point que même des faits incontestables doivent désormais être passés sous silence. Dans certains pays, il n'est plus possible, sous peine d'être pris pour cible par les extrémistes LGBT, de dire publiquement qu'un homme et une femme sont anatomiquement différents. La personne attaquée doit alors prestement s'excuser et se distancer de ses déclarations. La politique identitaire est devenue un instrument important de la suppression de la vérité et, par conséquent, de la liberté.¹

Chez les philosophes de l'Antiquité, identité rimait avec égalité. Mais désormais, pour la nouvelle gauche, l'identité est source d'inégalités. Dans son optique, tous les individus sont définis par catégorie. Ils appartiennent soit au groupe des coupables, soit à celui des victimes. L'être humain cesse d'exister en tant qu'individu. Il est désormais associé – à vie! – à l'identité de coupable ou de victime!

Exemples de catégories de coupables et de catégories associées de victimes:

- hétérosexuels / homosexuels (homophobie, transphobie)
- hommes / femmes (sexisme)
- blancs / personnes de couleur (racisme)
- capitalistes / salariés (exploitation)
- bourgeoisie / prolétariat (oppression)
- population locale / migrants (xénophobie)
- successeurs des puissances coloniales / descendants des anciennes colonies (colonialisme)
- chrétiens / autres communautés religieuses (oppression)
- pays occidentaux / le reste du monde (impérialisme), etc.

Dans cette logique, un homme suisse, blanc et hétérosexuel est automatiquement considéré comme appartenant à plusieurs catégories de coupables. Dès lors qu'il fait partie de ces catégories honnies, un tel homme est sommairement rendu co-responsable de racisme, de sexisme, d'homophobie et de xénophobie.

Puisqu'il fait partie de ces catégories conspuées, les idéologues de la gauche identitaire lui refusent moralement le droit de se prononcer de manière différente et critique sur les positions de ces catégories de victimes. Autrement dit, il peut à tout moment être accusé de «discrimination» ou «discours haineux».



entitaire

Début novembre 2020, un groupuscule LGBT a attaqué Basil Zempilas, maire de Perth en Australie. Son «crime»: dans une émission de radio, il osa affirmer qu'il existe des différences anatomiques entre un homme et une femme. Tollé général dans les médias, suivi d'accusations de transphobie à son égard. Ses adversaires n'ont pas hésité à collecter plus de 10 000 signatures pour réclamer son départ, à appeler à une manifestation et à barbouiller de peinture la maison de ce père de trois enfants.

Zempilas s'inclina, admit publiquement sa «faute» et se distança de ses déclarations. Quelques jours plus tard, une photo apparut sur Instagram, le montrant avec une femme transgenre. Zempilas et son épouse remercièrent dûment cette personne pour avoir accepté de partager l'histoire de sa vie avec eux. La communauté LGBT remporta une grande victoire, et la grande perdante fut la vérité.

Quiconque présente des faits ou exprime une opinion qui diverge du programme gauchiste identitaire du lobby LGBT, s'expose à des attaques virulentes sous prétexte d'homophobie ou de transphobie, et sera cloué au pilori. Pour ce lobby, il faut donc discipliner ces opposants et les exclure du discours public.

Au nom de l'«anti-discrimination» et des «droits humains», les groupements d'idéologues forcent au silence les individus ayant des opinions divergentes et privent ainsi des sociétés entières de liberté.



Basil Zempilas, maire de Perth, Australie, doit «se confesser» et remercier la femme transgenre² Jess Grayson.
Source: Instagram

Malheureusement, cette conception gauchiste identitaire a depuis longtemps trouvé un écho favorable dans les médias, les Parlements, les grandes entreprises, les Églises, les institutions culturelles, les établissements éducatifs cantonaux et les écoles. Ces groupements de victimes autoproclamées poussent ces institutions à mettre en place leur programme après que toute opposition a été éliminée.

Le stade supérieur du danger est atteint lorsque l'État lui-même adopte cette politique identitaire dans toutes ses actions et décide qui est privilégié – la prétendue «victime» – et qui doit être défavorisé – les prétendus «auteurs». Et ce climat répressif n'est pas seulement le fait des groupements de lobbying, mais également de gouvernements, de Parlements, de représentants d'Église, de responsables éducatifs et d'autorités scolaires.

La grande ironie tragique est que de telles «catégories de victimes», dont l'importance est surmultipliée par les médias, pratiquent justement la discrimination contre les auteurs d'opinion divergente en les matraquant au nom de l'anti-discrimination, avec l'intention de cibler leur vie professionnelle et privée et de la détruire.

Quand les responsables de l'État et des Églises se réveilleront-ils pour contrer cette idéologie pernicieuse? ■

¹ <https://www.welt.de/politik/ausland/article218977990/Politische-Korrektheit-Es-geht-darum-der-Gesellschaft-ein-identitaeres-Weltbild-aufzuzwingen.html>
Dr. Sandra Kostner, sociologue et spécialiste des migrations, Haute École de Pédagogie de Schwäbisch Gmünd, Allemagne, pour qui la politique identitaire est une grande menace pour la liberté: Selon son analyse, «la privation de liberté des autres est vue ici, comme pour tous les idéologues, comme une étape obligée pour mettre en place un État et une société qui collent à leur vision.»

² Un homme biologique qui ne peut pas s'identifier au sexe attribué à la naissance.